

## **Révision du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'aire urbaine de Nîmes**

### **Notice explicative – Rappel réglementaire**

#### **I- Cadre législatif et réglementaire des Plans de Protections de l'Atmosphère (PPA)**

La réglementation européenne prévoit que les États membres élaborent des plans d'actions permettant de respecter les valeurs limites <sup>1</sup> ou valeurs cibles <sup>2</sup> de concentration de polluants atmosphériques : dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>), particules (PM<sub>10</sub> et PM<sub>2.5</sub>), dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), ozone (O<sub>3</sub>), monoxyde de Carbone (CO) et benzène. Ces plans doivent être élaborés dans les zones et agglomérations où les valeurs limites ou cibles sont dépassées.

En droit français, les plans locaux prévus par la réglementation européenne sont les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) qui sont établis sous l'autorité du préfet de département. De plus, la législation et réglementation française prévoient qu'au-delà des zones où les valeurs limites et les valeurs cibles sont dépassées ou risquent de l'être, des PPA doivent être élaborés dans toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants. L'objectif des PPA est de protéger la santé des populations et l'environnement en prévoyant un plan d'actions pour maintenir ou en ramener les concentrations en polluants dans l'air à des niveaux inférieurs aux valeurs limites réglementaires. L'application de ces dispositions relève des articles L.222-4 à L.222-7 et R.222-13 à R.222-36 du code de l'environnement.

#### **II- Contexte d'élaboration puis de révision du PPA de l'aire urbaine de Nîmes**

L'agglomération de Nîmes a connu, en 2011, un dépassement de la valeur limite annuelle (40µg/m<sup>3</sup>) pour la protection de la santé humaine concernant les concentrations en dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) dans l'air ambiant où une concentration annuelle de 44 µg/m<sup>3</sup> a été mesurée sur le site Nîmes Gare (polluant principalement émis par le trafic routier). A ce titre, et conformément à l'article L222-4 du Code de l'Environnement, un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) couvrant l'ensemble de la zone urbaine (périmètre du SCOT Sud Gard) a été réalisé et approuvé par arrêté préfectoral du 3 juin 2016. A la suite de son évaluation en 2021, la décision d'engager la révision du PPA de Nîmes a été prise tout en conservant son périmètre actuel. Cette révision a été officiellement lancée lors du comité de suivi le 26 septembre 2022.

#### **III- Participation des parties prenantes du territoire**

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Occitanie appuie la préfecture pour la révision du PPA. Elle est notamment accompagnée dans ce processus par le bureau d'étude (anciennement Nomadéis) et l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air (ATMO Occitanie) chargée en particulier de la réalisation des inventaires des émissions de polluants et de la modélisation de l'impact des actions du PPA sur la qualité de l'air.

Les acteurs du territoire ont été largement associés à la révision du projet de PPA notamment lors d'ateliers de travail organisés en fin d'année 2022, février 2023 et avril 2023 pour identifier les actions puis pour ceux qui portent des actions, pour rédiger la fiche correspondante incluse dans le projet de PPA. Un comité de pilotage composé de représentants des services de l'État et établissements publics, des collectivités locales concernées, des activités économiques et de transports, d'association ou d'experts a suivi la révision du PPA et a notamment validé le 20 juin 2023 son plan d'actions.

<sup>1</sup> Valeur limite : niveau à atteindre dans un délai donné **et à ne pas dépasser**, et fixé sur la base des connaissances scientifiques afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble

<sup>2</sup> Valeur cible : niveau à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné et fixé afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement dans son ensemble

#### **IV- Projet de PPA révisé**

Le projet de nouveau PPA de l'aire urbaine de Nîmes s'insère dans la continuité du premier dont certaines actions seront poursuivies ou enrichies. Il n'apporte pas de nouvelle contrainte réglementaire et concentre les efforts sur des actions d'accompagnement et un engagement volontaire des acteurs locaux pour porter des actions en faveur de la qualité de l'air.

Les principaux secteurs à l'origine d'émissions de polluants dans l'aire urbaine de Nîmes sont les transports (pour les oxydes d'azote) et le secteur résidentiel (pour les particules fines). En conséquence, le PPA prévoit 23 actions autour de quatre thématiques qui couvrent les principaux enjeux du territoire :

- transport et mobilité : huit actions ;
- activités économiques : six actions ;
- mesures intersectorielles : six actions ;
- chauffage au bois : trois actions.

L'impact de ces actions a été modélisé et montre que le PPA aura un effet bénéfique pour l'ensemble des polluants ciblés. Les actions prévues dans le PPA devraient ainsi permettre une diminution des émissions pouvant aller jusqu'à -20 % pour les particules fines PM<sub>2,5</sub> par rapport au scénario tendanciel. Avec la mise en place du PPA, le territoire devrait atteindre les nouvelles valeurs cibles fixées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et respecter, aux stations de mesures, les nouveaux seuils réglementaires qui devraient être actés par la nouvelle directive européenne Qualité de l'Air ambiant pour l'horizon 2030.

#### **IV- Consultations menées et enquête publique**

En application des articles R.122.17 et R122.18 du code de l'environnement, le projet de PPA de l'aire urbaine de Nîmes a fait l'objet d'un examen au cas par cas auprès de l'autorité environnementale de l'IGEDD qui a décidé, le 18 mai 2024 d'une dispense d'étude d'impact.

Conformément à l'article R222-21 du code de l'environnement, le projet de PPA a été présenté le 8 octobre 2024 au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) qui a émis un avis favorable.

Puis le projet de PPA a fait l'objet, le 19 décembre 2024, d'une consultation des organes délibérants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), du Département et de la Région qui ont disposé de 3 mois pour rendre leur avis conformément à l'article R222-21 du code de l'environnement. Au total, 13 avis explicites ont été rendus et ils sont tous favorables à l'exception de celui de la ville de Beaucaire qui n'a cependant pas assorti son avis défavorable de commentaires ou explications. Les quelques précisions ou propositions d'ajouts formulées par les collectivités ont été prises en compte dans le projet de PPA (version proposée à l'enquête publique).

Conformément aux articles R.222-22 à R.222-28 du code de l'Environnement, le projet de PPA doit désormais être soumis à enquête publique. Éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, le projet de plan pourra ensuite être arrêté par le préfet du Gard.